

ACTUALITÉ

Le chantier colossal est prêt, dans l'attente du feu vert de l'Europe

🕒 4 min



Un chantier monumental est en préparation sur le barrage de Montézic. Plus de 500 millions d'euros investis, une puissance qui passera de 920 MW (mégawatts) à 1 390 MW, jusqu'à 300 ouvriers au plus fort des travaux.

Ce projet gigantesque, qui pourrait être achevé à l'horizon 2030 ferait ainsi de la STEP (Station de transfert d'énergie par pompage-turbinage) de Montézic l'une des plus importantes de l'Hexagone et elle permettrait d'alimenter 300 000 personnes en électricité. Concrètement, une seconde usine souterraine composée de deux groupes pompe-turbines serait creusée dans le

prolongement de la caverne actuelle, qui accueille quatre groupes de 230 MW chacun.

Faire émerger des projets

Pourquoi les équipes d'EDF ont-elles choisi Montézic pour un tel projet ? Selon les projections établies par le gestionnaire du Réseau de transport d'électricité RTE, et afin d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Cela donc un développement important des énergies renouvelables (éolien, photovoltaïques, nucléaire notamment) à travers le pays. « La STEP de Montézic apportait déjà 920 MW sur un total de 5 000 MW produit en France sur six STEP réparties sur le pays, explique Caroline Togna, qui est à la tête de la production hydroélectrique d'EDF sur les vallées du Lot et de la Truyère. D'un point de vue technique, le site de Montézic se prête bien à cette évolution. » Selon un premier calendrier prévisionnel, un chantier de « reconnaissance du site » devrait débuter en 2025 jusqu'en 2027.

« Il s'agit d'une exploration géologique à partir de l'usine souterraine existante », précise Caroline Togna. Puis, à partir de 2027 et jusqu'en 2032 « une cinquantaine de chantiers doivent aboutir à la mise en service de ce nouvel outil de production. Et quasiment tout au long de la durée du chantier, l'usine de Montézic continuera à fonctionner. Le projet n'aura que peu d'impact visuel puisqu'il est souterrain et il ne nécessitera pas un élargissement des retenues d'eau ».

Afin d'informer les habitants du territoire, d'organiser ce chantier, « de faire émerger des projets notamment liés au tourisme », d'évoquer les questions d'hébergement, de restauration pour les ouvriers, plusieurs réunions de concertation ont été organisées. La première datait du 20 octobre dernier. D'autres sont prévues et « le dialogue se poursuit à travers une plateforme en ligne, Parlons Montézic II, qui permet à chacun de suivre le projet mais surtout de soumettre des propositions. Nous avons déjà eu près de 1 000 visiteurs sur

cette plateforme », se félicite Caroline Togna. À l'été 2024, les projets sélectionnés devraient être dévoilés.

Concurrence

Dans un même temps, EDF est associé avec le Département, à travers l'Union départementale des structures d'insertion par l'activité économique pour proposer, localement, aux entreprises du territoire de bénéficier des retombées de ce chantier.

Seulement, et ce depuis 2015, l'Union européenne exige toujours que la France mette en concurrence les concessions hydroélectriques qui sont aujourd'hui aux mains d'EDF et elle presse toujours au démantèlement des groupes nationaux d'énergie.

« Pour lancer définitivement ce chantier, nous devons encore attendre le feu vert du législateur », glisse Caroline Togna. Au mois de mars 2023, le sénateur Jean-Claude Anglars alertait déjà sur cette situation avec « l'exploitation dite « en délais glissants » de ces concessions échues est un régime dérogatoire qui place l'exploitant dans l'insécurité juridique, s'accompagne de pénalités fiscales, lesquelles génèrent un déficit d'investissement, année après année, dont on imagine les préjudices ».

Le député Stéphane Mazars s'était également emparé de la question. « On peut comprendre qu'EDF ait besoin de stabilité avant de lancer ce chantier et ne soit pas exposé en permanence à cette question de renouvellement des concessions. » Seulement, l'annonce de la renationalisation d'EDF pourrait changer la donne. L'État, qui en était déjà actionnaire majoritaire à 84 % du capital, avait présenté en juin 2023, son offre publique d'achat sur 100 % du capital de l'entreprise. « Ce rachat peut être une opportunité intéressante pour basculer d'un système de concession à celui de quasi-régie qui pourrait permettre d'éviter cette mise en concurrence », avançait alors Stéphane Mazars.

philippe henry

Le gigantesque chantier qui doit être entrepris pour doubler la puissance de l'usine de Montézic à l'horizon 2030 se heurte toujours à la question du renouvellement des concessions voulu par l'Europe. Pour autant, les grandes lignes du chantier ont déjà été tracées par les équipes d'EDF afin de lancer les travaux, au plus vite, si le feu vert est donné.